Projet de règlement grand-ducal

instituant une Commission de la documentation hospitalière et déterminant le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place.

Avis du Conseil d'Etat

(11 décembre 2012)

Par dépêche du 30 octobre 2012, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal instituant une Commission de la documentation hospitalière et déterminant le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place, élaboré par le ministre de la Sécurité sociale.

Au texte du projet de règlement étaient joints un exposé des motifs ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

*

La base légale du projet de règlement sous avis est fournie par l'article 60bis du Code de la sécurité sociale, dont le dernier alinéa précise que les dispositions organisant la documentation des diagnostics, des prescriptions et des prestations effectuées peuvent être fixées par règlement grand-ducal.

Examen des articles

Préambule

Le Conseil d'Etat rappelle que la Chambre de travail et la Chambre des employés privés ont été remplacées par la Chambre des salariés par la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique. Le Conseil d'Etat ne dispose pas des avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre de commerce, de la Chambre d'agriculture, de la Chambre des métiers et du Collège médical au moment de l'adoption de son avis. Le cas échéant, il y a lieu d'adapter le préambule en fonction des avis émis jusqu'au jour d'adoption du règlement grand-ducal. L'avis de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois n'est pas prescrit par une norme supérieure, il échet d'en faire abstraction.

Article 1^{er}

Le Conseil d'Etat propose de changer au premier alinéa (de même qu'à l'intitulé du projet de règlement grand-ducal l'expression « Commission de la documentation hospitalière » par « Commission consultative de la documentation hospitalière », et de remplacer le terme « d'assurer » par celui plus approprié « d'accompagner » à l'endroit de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}. En effet, la commission de documentation hospitalière n'aura qu'un caractère purement consultatif, et non celui de pouvoir édicter des normes à caractère général dans le cadre du présent

règlement grand-ducal, ce qui serait contraire aux dispositions du troisième paragraphe de l'article 60*bis* du Code de la sécurité sociale.

De l'avis du Conseil d'Etat, il y a partant lieu de supprimer la deuxième phrase de l'alinéa 2 tout comme l'énumération y contenue. En effet, la disposition visée est soit exemplative en cas de maintien du terme « notamment », soit trop restrictive en cas de suppression de ce terme.

A titre subsidiaire, le Conseil d'Etat note qu'en ce qui concerne le premier tiret de cette énumération, le Conseil d'Etat estime que la notion de « données à transmettre par les établissements hospitaliers pour décrire les diagnostics et les actes médicaux effectués en leur sein » donne lieu à confusion et est donc à supprimer. D'abord, il faudrait préciser à qui de telles données sont transmises, ensuite il n'apparaît pas dans quelle mesure il y aurait un intérêt à décrire des diagnostics ou actes au niveau d'un hôpital.

En ce qui concerne le troisième tiret, il convient de déterminer le profil de poste de la personne en charge du codage et responsable pour le respect des règles de codage au sein des établissements hospitaliers et pour la qualité de la mise en œuvre de ces règles, et non la personne elle-même.

En ce qui concerne le cinquième tiret, il convient de mentionner les mesures permettant de garantir la protection des données à caractère personnel plutôt qu'un « système de garantie ».

En ce qui concerne le sixième tiret, il ne s'agit pas de déterminer l'élaboration d'un rapport d'évaluation, mais plutôt de le produire ou le cas échéant de déterminer les règles servant à l'élaboration de ce rapport.

Article 2

Selon cet article, le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place suivra et adaptera, le cas échéant, la dixième version de la Classification Internationale des Maladies de l'Organisation mondiale de la santé, en utilisant les codes avec quatre caractères et, en ce qui concerne la documentation des actes médicaux, la Classification Commune des Actes Médicaux développée en France. Les normes qu'un système de documentation médicale hospitalière devra finalement respecter devront être publiées par règlement grand-ducal, conformément à l'article 60*bis* du Code de la sécurité sociale.

Article 3

Le Conseil d'Etat se demande qui propose le représentant des conseils médicaux à nommer conjointement par les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale. Comme ce membre est censé représenter les conseils médicaux, il faudrait que ces derniers participent à sa sélection pour qu'il ait cette légitimation. Dans son avis du 23 novembre 2011 sur le projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant: 1. le Code de la Sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements, le Conseil d'Etat avait proposé de prévoir à l'endroit de l'article 30 de la loi modifiée du 28 août 1998 précitée qui porte sur les attributions des conseils médicaux la mise en place d'une structure de coordination nationale prenant la dénomination de „conférence nationale

des conseils médicaux“, dont les modalités d’organisation et de fonctionnement auraient été à déterminer par règlement grand-ducal. Le Conseil d’Etat n’a pas été suivi, et il n’y a donc actuellement pas de structure représentative des conseils médicaux légalement établie. A défaut d’une telle structure, le Conseil d’Etat propose de remplacer « un représentant des conseils médicaux » par « un représentant proposé par le groupement le plus représentatif des conseils médicaux ».

Articles 4 à 7

Sans observation.

Article 8

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal précisent dans l’exposé des motifs que si le montant des indemnités prévues à cet article « avait été initialement aligné sur celui alloué dans le cadre d’autres commissions instituées en matière de sécurité sociale, il a été diminué de 25 % conformément à la décision prise par le Conseil de gouvernement en sa séance du 19 octobre 2012, séance au cours de laquelle il a été rappelé que le principe de la réduction de 25 % du montant de ce type d’indemnités avait été retenu au cours des discussions budgétaires. »

Il s’agit donc d’une mesure à situer dans une approche de réduction des dépenses de l’Etat. Comme, à l’exception du représentant du Conseil médical, tous les membres de la Commission de documentation hospitalière sont ou bien des agents de l’Etat ou bien des salariés d’établissements hospitaliers occupant des postes budgétisés par la Caisse nationale de Santé, il y a lieu de s’interroger sur le bienfondé de l’attribution d’une indemnité supplémentaire dont bénéficieraient ces personnes lorsqu’elles sont amenées à assister à une réunion de la Commission de documentation hospitalière.

Nonobstant cette remarque, le Conseil d’Etat rappelle que l’article 103 de la Constitution prévoit qu’« aucune pension, aucun traitement d’attente, aucune gratification à charge du trésor ne peuvent être accordés qu’en vertu de la loi ». Alors qu’il est difficile de régler en matière d’indemnités pour services extraordinaires le moindre détail dans la loi même, le Conseil d’Etat admet que les modalités soient fixées par règlement grand-ducal, sous condition que le principe même de l’indemnisation soit prévu par la loi de base. Tel n’est pas le cas pour le projet de règlement grand-ducal sous avis, de sorte que le Conseil d’Etat demande la suppression de l’article 8.

Article 9

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 décembre 2012.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen